

28^e Journée d'échanges scientifiques

Vendredi 7 octobre 2005, 9 h

**École de bibliothéconomie et des sciences de l'information
Université de Montréal
Pavillon Lionel-Groulx, local C-2031**

L'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal a accueilli, le 7 octobre 2005, les participants à la 28^e journée d'échanges scientifiques de l'Association québécoise pour l'étude de l'imprimé (AQÉI). Les présentations portaient sur la situation des auteurs, de l'édition et des bibliothèques publiques au Québec ainsi que sur les organismes de promotion du livre québécois pour la jeunesse.

La journée s'est ouverte avec Benoît Allaire, de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec et de l'Institut de la statistique du Québec, qui a dressé les grandes lignes de l'enquête publiée sous le titre *État des lieux du livre et des bibliothèques au Québec*. Parmi les différents paramètres analysés dans cette étude, Benoît Allaire a retenu trois des éléments principaux, soit les données sociologiques des écrivains, la situation financière des éditeurs et l'état des bibliothèques publiques au Québec.

Par la suite, Dominique Marquis, professeure à l'Université du Québec à Montréal, a rappelé le contexte de fondation des maisons d'édition francophones en Acadie, particulièrement les Éditions d'Acadie, en 1972. Mis à part le dynamisme des fondateurs, liés pour la plupart au département de littérature de l'Université de Moncton, plusieurs facteurs ont été essentiels à la réalisation du projet, dont les réformes dans le domaine de l'éducation du Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Louis Robichaud, les États généraux du Canada français et de nouvelles règles du Conseil des Arts du Canada.

Quant à elle, Marie-Pier Luneau, professeure au département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke, a dressé un portrait d'André Mathieu, auteur populaire qui se distingue par sa singularité. Ayant opté pour l'auto-édition après une expérience malheureuse avec les Éditions Québec Amérique, son exemple suscite une intéressante réflexion sur les fonctions actoriales et éditoriales assumées par une seule personne.

L'avant-midi s'est achevé avec Stéphanie Bergeron, étudiante à la maîtrise en études françaises à l'Université de Sherbrooke et boursière de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Ses recherches portent sur Communication-jeunesse, organisme de promotion du livre québécois auprès des enfants qui prône, par différentes activités à la mode, le plaisir de la lecture.

En après-midi, Dominique Gazo, étudiante au doctorat à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal (ÉBSI), s'est attachée à parcourir l'histoire des bibliothèques publiques dans la province, des premières bibliothèques paroissiales, dont le but était d'assurer la diffusion des bonnes lectures, jusqu'aux politiques de la lecture et du livre instaurées en 1998. De ce parcours ressort un constat indéniable : le Québec est toujours le parent pauvre du Canada en ce qui a trait à la lecture publique.

Enfin, Marcel Lajeunesse, professeur à l'ÉBSI, a présenté les grandes lignes de son nouveau projet de recherche qui consiste à dresser l'histoire des bibliothécaires au Québec. En effet, s'il existe quelques ouvrages sur l'histoire des bibliothèques au Québec, jusqu'à présent, les chercheurs ont négligé la biographie des créateurs, directeurs et animateurs de ces institutions : les bibliothécaires.

Isabelle Gagnon

Résumés des communications de la journée d'échanges scientifiques du 7 octobre 2005

Écrivains, éditeurs, bibliothèques et lecteurs : survol de l'État des lieux du livre et des bibliothèques au Québec

Benoît Allaire Observatoire de la culture et des communications du Québec, Institut de la statistique du Québec

Sans parler de crise, depuis quelques années, l'industrie du livre au Québec vit une situation difficile; des tensions s'accumulent dans certains secteurs stratégiques, tandis que dans d'autres, la croissance est notable. C'est dans ce contexte que l'Observatoire de la culture et des communications du Québec a publié, en septembre 2004, *l'État des lieux du livre et des bibliothèques*. Cet ouvrage présente une analyse quantitative de chacun des maillons de la grande chaîne du livre au Québec. La communication présentée a permis de dévoiler certains faits saillants de cette publication, tels les caractéristiques sociologiques des écrivains québécois, la situation financière précaire des éditeurs, de même que l'état des bibliothèques publiques. J'ai également insisté sur les conditions nécessaires à la réalisation d'un «état des lieux» dans les domaines de la culture et des communications.

Par exemple, en ce qui concerne les écrivains du Québec, on y apprend que les revenus provenant des divers droits d'auteurs constituent la principale source de revenu pour environ 9 % de ceux-ci; que l'écart entre les revenus des écrivains et des écrivaines est plus important que celui entre les hommes et les femmes dans la population en général; ou que plus les écrivains consacrent de temps à l'écriture, plus leurs revenus sont faibles.

L'édition francophone en Acadie

Dominique Marquis Université du Québec à Montréal

Durant les années 1970, les Acadiens ont senti le besoin de se doter d'institutions littéraires vigoureuses, institutions capables de diffuser leur parole non seulement sur leur territoire, mais dans l'ensemble du Canada. C'est ainsi qu'en 1972, les Éditions d'Acadie sont fondées par des hommes et des femmes gravitant autour du Département de littérature de l'Université de Moncton. La volonté et le dynamisme de ces individus sont des conditions de réussite essentielles à ce projet, mais d'autres facteurs ont aussi favorisé l'émergence de cette entreprise. Mentionnons d'abord Louis Robichaud, premier Acadien à occuper le poste de Premier ministre du Nouveau-Brunswick, dont les réformes ont permis un meilleur accès à l'éducation pour les Acadiens. Sa Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick n'est pas non plus étrangère à l'éclosion d'un nouvel élan nationaliste acadien qui s'est aussi traduit en paroles.

Des facteurs exogènes sont à considérer : les États généraux du Canada français tenus à Montréal en 1967 ont provoqué une césure profonde entre les Québécois et les francophones hors-Québec, qui ont dès lors choisi la voie de l'affirmation nationale pour signifier leur présence en terre canadienne – la littérature devient un mode d'expression privilégié de cette affirmation. Les Acadiens ont aussi bénéficié du précieux soutien du Conseil des arts du Canada qui, dans la foulée de la Loi sur le bilinguisme et le biculturalisme adoptée par le gouvernement Trudeau, a mis sur pied de nouveaux programmes d'aide à l'édition afin de favoriser le développement de la littérature canadienne.

Vous avez dit André Mathieu?

Marie-Pier Luneau Université de Sherbrooke

Malgré la publication d'une cinquantaine de livres vendus à quelque 300 000 exemplaires au total, André Mathieu reste un écrivain ignoré par l'institution littéraire au Québec. Le moins qu'on puisse dire est que cet auteur, qui a décidé de devenir son propre éditeur en 1978 à la suite de démêlés avec les Éditions Québec Amérique, oeuvre dans un circuit parallèle. Dès lors, tout son parcours pose des questions intéressantes sur la constitution des fonctions auctoriale et éditoriale dans le champ de

grande diffusion. Le romancier à succès qui s'auto-édite endossera-t-il le rôle du marchand ou celui du créateur? Car tout écrivain, si populaire soit-il, reste un être en procès, constamment contraint de se justifier. Qui est-il pour prétendre écrire? Pour se dire écrivain? Même s'il dit vouloir d'abord divertir, l'auteur à succès doit aussi s'inscrire dans un régime de singularité, en mettant l'accent sur ce qui le distingue du commun des mortels, donc ce qui l'autorise à parler comme écrivain. Le discours d'André Mathieu prouve que même dans la sphère de grande diffusion, l'auteur a besoin de déployer une certaine dénégation de l'économie. Ainsi s'explique en partie l'insistance d'André Mathieu à décrier les autres éditeurs, ces «vautours» : «Et pour ce qui est de moi, ne confondez pas “gagner son pain” et “appât du gain”. Grâce aux politiques gouvernementales, j'ai exercé ce métier de misère pendant 27 ans, allez donc parler d'appât du gain aux oiseaux de proie du milieu du livre¹.»

¹ André Mathieu. *La vraie Julie Bureau*, Lac-Mégantic, Éditions du Pur-Soi, 2005.

Communication-Jeunesse : organisme de promotion du livre québécois pour la jeunesse et agent prescripteur du plaisir de lire

Stéphanie Bergeron Université de Sherbrooke

Créé en 1971, l'organisme Communication-Jeunesse a grandement contribué, par son travail de promotion, à l'autonomisation du champ littéraire québécois pour la jeunesse. La mise sur pied de clubs de lecture pour les jeunes de 6 à 16 ans, dans les années 1980, a permis la large diffusion d'un discours sur la lecture centré sur le plaisir, Communication-Jeunesse exerçant un pouvoir prescripteur tant auprès du lecteur que des différents médiateurs faisant le lien entre le livre et l'enfant.

On dénombre plus de 300 clubs de lecture sous l'égide de l'organisme en 2004. À quoi tient ce succès? D'une part, pour le parent et le pédagogue, la pratique de la lecture est un vecteur d'ordre puisque «l'enfant qui lit rassure. Il est pacifié parce qu'il est entré dans un univers de valeurs, de modèles et de normes¹.» D'autre part, en proposant aux jeunes des marathons de lecture, des *raves* et des *sit-in* littéraires, activités à caractère subversif par lesquelles ils sont invités à afficher leur plaisir, Communication-Jeunesse associe la pratique de la lecture à des lieux hors-normes par leur appellation, ou à tout le moins peu communs.

Le plaisir est vendeur pour le jeune consommateur et Communication-Jeunesse joue la carte de la séduction avec brio en adaptant son discours au lecteur de littérature pour la jeunesse, la si bien nommée.

¹ Jacques Dubois. *L'Institution de la littérature*, coll. «Dossiers média», Paris/Bruxelles, Nathan/Labor, 1978.

Histoire des bibliothèques publiques québécoises

Dominique Gazo École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal

À la fin du XVIII^e siècle, on trouve pour la première fois au Québec des conditions favorables à la démocratisation de la lecture, grâce aux progrès de l'alphabétisation et à la révolution industrielle. Mais le poids des mentalités et du clergé catholique empêche l'éclosion de la lecture publique. Les exemples des États-Unis et des autres provinces canadiennes sont ignorés. Les bibliothèques paroissiales s'étendent, répandant les bonnes lectures sur le territoire. Il faut attendre la Révolution tranquille et le Concile Vatican II pour voir changer les mentalités. Avec la démocratisation de l'éducation, la loi sur les bibliothèques publiques et la création de bibliothèques centrales de prêt, le coup d'envoi est donné pour la lecture publique au début des années 1960. Dans les années 1970, la politique de la lecture publique s'organise et devient incitative. En 1980, le plan Vaugeois démontre pour la première fois que les bibliothèques publiques sont une priorité. Mais une fois le plan quinquennal terminé, l'action de l'État change radicalement. Les aides aux bibliothèques diminuent de 25 %. Au niveau local, le principe de gratuité des bibliothèques est remis en cause. L'État se

désengage. Les municipalités sont les maîtres d'oeuvre du développement des bibliothèques publiques. La politique de la lecture et du livre de 1998 profite encore une fois aux collections des bibliothèques. Aujourd'hui, les bibliothécaires font face à l'incertitude due aux fusions / démembrements des villes. Les bibliothèques publiques souffrent du manque d'une loi véritable. Et, malgré les statistiques à la hausse, le Québec se situe toujours à la traîne des autres provinces canadiennes en matière de lecture publique.

Pour une histoire des bibliothécaires au Québec

Marcel Lajeunesse École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal

L'histoire des bibliothèques est pratiquée depuis longtemps dans les pays anglo-saxons. La tradition y est profonde et on peut y faire état d'une riche historiographie en ce domaine. Ce n'est qu'à la fin de la décennie 1980 que ce domaine d'enseignement et de recherche, portion de l'histoire du livre, a fait une entrée remarquée en France avec la parution des quatre tomes de *l'Histoire des bibliothèques françaises*. Si l'histoire des bibliothèques au Québec a produit un certain nombre de monographies de qualité, elle a négligé la biographie des bibliothécaires qui ont créé, dirigé, orienté et animé ces institutions.

S'il y eut des bibliothèques collectives en Nouvelle-France, il est difficile d'y nommer un bibliothécaire, si ce n'est le jésuite Pierre Laure, du Collège des Jésuites de Québec, entre 1716 et 1720. Il faut attendre le régime britannique avec la fondation de la Bibliothèque du Parlement de Québec en 1779 et de celle de la Chambre d'Assemblée en 1802 pour y retrouver les François Romain père et fils, qui ont exercé la fonction de bibliothécaire dans les deux institutions. La Bibliothèque du Parlement de Québec a produit des bibliothécaires remarquables tant au XIX^e qu'au XX^e siècle. Mentionnons Étienne Parent, Georges-Barthélemi Faribault, Alpheus Todd, Antoine Gérin-Lajoie, Pamphile LeMay, Narcisse-Eutrope Dionne et, plus près de nous, Jean-Charles Bonenfant.

Du côté montréalais, les bibliothécaires des bibliothèques sulpiciennes et de l'Institut canadien n'ont pas marqué leur milieu. Il faut attendre Aegidius Fauteux, de la Bibliothèque Saint-Sulpice puis de la Bibliothèque municipale, pour qu'un bibliothécaire acquière en milieu francophone une grande notoriété. À la ville de Montréal, Éva Circé-Côté, Frédéric Villeneuve, Hector Garneau, Marie-Claire Daveluy, Léo-Paul Desrosiers ont joué un rôle important à la Bibliothèque municipale. Il faut souligner l'apport de Pierre Boucher de Crèvecoeur qui fut à la direction du Fraser Institute au cours des trois premières décennies du XX^e siècle et qui a donné à sa bibliothèque un rayonnement considérable parmi les institutions culturelles de Montréal. De 1893 à 1964, l'Université McGill eut la chance d'avoir trois grands bibliothécaires, Charles Henry Gould, Gerhard Lomer et Richard Pennington, qui ont développé les collections de la bibliothèque. Au cours des décennies 1920 et 1930, nous entrons dans une nouvelle phase de développement de la profession avec l'introduction des programmes réguliers de bibliothéconomie à l'Université McGill, à l'Université de Montréal et à l'Université d'Ottawa.

Une recherche sur l'histoire des bibliothécaires doit en dernière analyse nous éclairer sur l'évolution de la profession au Québec et sur le rôle social de ce professionnel dans la société québécoise. À l'instar des autres métiers du livre, l'évolution du bibliothécaire présente des traits particuliers de 1840 à la Révolution tranquille, en raison de la montée en puissance de l'Église catholique. Nous savons qu'il est d'abord un homme de lettres, estimé certes, mais exerçant un pouvoir limité, soumis qu'il est par le pouvoir politique. La fonction de bibliothécaire du Parlement au XIX^e et au début du XX^e siècle en est l'illustration la plus patente. Puis, à partir du milieu du XIX^e siècle, à la suite de l'emprise de l'Église sur le monde du livre et des bibliothèques, le bibliothécaire fut pour un siècle, en milieu francophone, sous la tutelle du pouvoir religieux et il fut acculé à être en quelque sorte un gardien de la morale. Enfin, à partir des années 1960, se libérant de ses tutelles et assumant un nouveau rôle social, le bibliothécaire put se mettre au service de la culture, puis à celui de l'information.